

Edition du 9 mars 2018

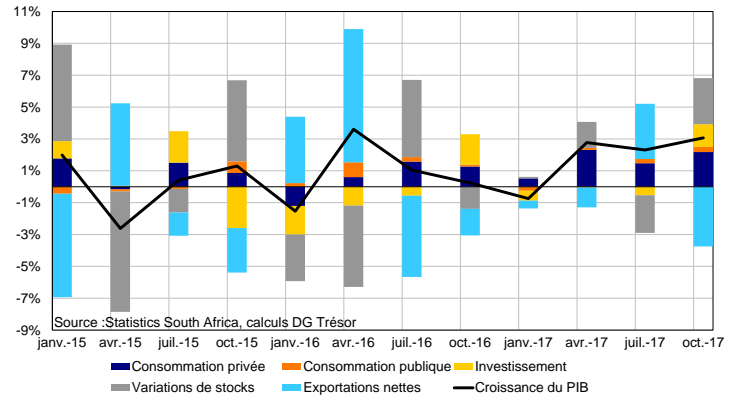
Réalisé à l'aide des contributions des Services Economiques

L'essentiel de la semaine

► Afrique du Sud : hausse de la croissance en 2017

En 2017, la croissance s'est élevée à **+1,3 %** (après **+0,6 %** en 2016). La croissance du PIB de **+3,1 %** en g.a. au T4 a confirmé le rebond de l'activité grâce au dynamisme du secteur agricole, après deux années de sécheresse, et au rebond dans le secteur minier. Du côté de la demande, la croissance a largement été soutenue par la consommation des ménages (**+3,6 %** en g.a. au T4), dont l'endettement a diminué en 2017, et la reprise de l'investissement en fin d'année (**+7,4 %** en g.a. au T4). Cette progression de l'activité intervient alors que le président par intérim, Cyril Ramaphosa, a remanié son gouvernement et présenté un budget maîtrisé. En 2018, la croissance du PIB s'élèverait à **+1,5 %** selon les autorités sous l'hypothèse d'une augmentation de l'investissement privé. Néanmoins, les prévisions de croissance demeurent nettement inférieures à l'objectif de **+5 %** à **+5,5 %** du *National Development Plan* nécessaire pour améliorer la situation sociale et, dans une moindre mesure, à la croissance démographique (**+1,6 %**).

Afrique du Sud: Croissance du PIB et contributions



► Turquie : dégradation de la note souveraine

Moody's a dégradé d'un cran la note souveraine de la Turquie, de **Ba1 à Ba2**, et a relevé les perspectives de négatives à stables. La note turque est donc maintenue en catégorie spéculative et se situe désormais deux crans en dessous de la catégorie investissement. L'agence de notation justifie cette décision par l'accroissement des risques externes et politiques. En particulier, Moody's s'inquiète de l'ampleur du déficit courant, de la dette externe et du besoin de refinancement, dans un contexte de remontée générale des taux d'intérêt. Moody's met également en avant la détérioration de la qualité institutionnelle qui entrave l'efficacité de la politique monétaire et retarde la mise en place de réformes structurelles. L'agence alerte enfin sur l'extension des pouvoirs présidentiels prévue après les élections de 2019, qui amoindrirait davantage la prévisibilité et l'efficacité de la politique économique.

► Tunisie : resserrement de la politique monétaire

La Banque centrale de Tunisie (BCT) a relevé de **75 pdb** son taux d'intérêt directeur à **5,75 %**. Cette décision intervient dans un contexte de hausse de l'inflation. Celle-ci a atteint **+7,1 %** en glissement annuel en février contre **+4,6 %** un an plus tôt. En particulier, l'inflation a nettement augmenté début 2018 sous l'effet des hausses de taxes intervenues à la suite de l'entrée en vigueur du budget 2018. La BCT prévoit de nouvelles tensions inflationnistes en 2018 en lien avec l'accélération des prix des produits de base. La BCT justifie également la hausse du taux directeur par celle du taux moyen sur le marché monétaire (à **5,6 %** en février contre **5,2 %** en décembre). L'élargissement à **100 pdb** du corridor autour du taux directeur en décembre dernier (contre **25 pdb** auparavant) avait en effet conduit à une hausse du taux de facilité du prêt marginal à **6 %**.

Point Marchés

L'indice boursier MSCI composite de Morgan Stanley pour l'ensemble des économies émergentes (en dollar) progresse légèrement cette semaine (+0,3 % après -0,7 % la semaine précédente). L'indice régional asiatique stagne (+0,1 % après 0,0 %) malgré d'importants replis enregistrés en Indonésie (-2,6 % après -0,7 %), en Inde (-2,2 % après +0,4 %) ou encore en Thaïlande (-2,7 % après +3,5 %). La région a en effet été affectée par la démission de Gary Cohn, conseiller économique de Donald Trump, en raison de son désaccord concernant la mise en place de taxes sur les importations d'acier et d'aluminium. Les bourses asiatiques ont cependant rebondi en fin de semaine avec l'annonce d'une rencontre entre les dirigeants américain et nord-coréen prévue en mai. Ce fut particulièrement le cas de l'indice MSCI sud-coréen qui augmente de +2,1 % sur la semaine (après +0,9 %). Les indices MSCI sont stables en Europe de l'est (-0,1 % après -2,9 %) et en Amérique latine (+0,2 % après -2,5 %). Pourtant, l'indice mexicain rebondit (+2,1 % après -3,7 %), alors que le pays pourrait bénéficier d'une exemption de taxes à l'importation sur l'acier et l'aluminium mises en place par Donald Trump. Enfin, l'indice des pays du Golfe recule sensiblement pour la 2^{ème} semaine consécutive (-2,2 % après -2,3 %) dans le sillage des indices qatari (-5,1 % après -6,0 %) et omanie (-2,9 % après +1,2 %).

L'écart entre les taux souverains à 10 ans des grands émergents et celui des Etats-Unis diminue légèrement cette semaine, (-4 pdb après +7 pdb). Ce repli est essentiellement imputable à l'Amérique latine (-9 pdb après +5 pdb), reflétant la situation de toutes les grandes économies de la région. Le spread est parfaitement stable en Asie (0 pdb après +9 pdb), de même qu'en Europe de l'est (0 pdb après +8 pdb) et au Moyen-Orient et Afrique du Nord (-1 pdb après -2 pdb). On peut cependant noter l'augmentation du spread tunisien (+21 pdb après +14 pdb) alors que la banque centrale a relevé son taux directeur (cf. supra).

Cette semaine, le marché des changes enregistre peu de mouvements de grande ampleur parmi les devises des principales économies émergentes. Le peso mexicain gagne 0,9 % (après -1,2 %), tandis que le peso chilien cède 1,7 % (après -0,6 %) et que le peso argentin poursuit sa baisse (-1,0 % après -1,0 %) et a atteint un nouveau plancher le 7 mars à 20,37 pesos pour 1 dollar US.

